

« Le Green New Deal comme programme économique n’a jamais été aussi pertinent »

 alternatives-economiques.fr/green-new-deal-programme-economique-na-jamais-ete-pertin/00092751



Economiste et députée européenne (Place publique, rattachée au groupe de S&D, l’Alliance progressiste des socialistes et démocrates), Aurore Lalucq défend depuis longtemps l’idée d’un New Deal vert. Elle a coordonné l’une des propositions les plus ambitieuses en la matière en 2017, celle défendue par le mouvement Diem25 lancé par Yanis Varoufakis.

Elle est également co-autrice avec l’économiste Jean Gadrey de *Faut-il donner un prix à la nature ?* (Les petits matins, 2015) et autrice d’une *Lettre aux gilets jaunes. Pour un new deal vert* (Les petits matins, 2019). Proche de l’économiste étasunien James K. Galbraith, elle revient pour *Alternatives Economiques* sur la proposition de New Deal vert portée par l’aile gauche du parti démocrate outre-Atlantique, ses fondements théoriques, son contenu et ses limites, ainsi que sur le pacte vert (*Green Deal*) de la Commission européenne, distinct du projet des ONG et dépourvu, lui, de toute référence à un nouveau contrat social (« *new deal* »).

Qu’est-ce que le Green New Deal ?

Le Green New Deal, qu’on pourrait traduire par « nouveau contrat social », est un ensemble de mesures portées aujourd’hui par l’aile gauche du parti démocrate aux Etats-Unis. Il repose sur deux axes forts : des programmes d’investissements publics pour organiser la transition écologique, et un renforcement massif de la protection sociale.

Cette idée s'est imposée peu à peu depuis une quinzaine d'années, dans des milieux et avec des contours parfois très différents. La référence est bien sûr la politique menée par Franklin Delano Roosevelt dans les années 1930 en réponse à la Grande Dépression. Assez logiquement, l'idée d'un nouveau *New Deal* surgit après la crise de 2007-2008 : plusieurs ONG et économistes, souvent européens, comme la New Economics Foundation, un think tank britannique, constatent l'imbrication des crises écologique, sociale et financière. Il faut profiter de ce moment pour réorienter notre modèle économique vers la transition écologique : remettre la finance au service de l'économie réelle, et l'économie réelle au service de la transition écologique.

Cette idée est reprise politiquement en Corée du Sud qui met officiellement en place un *Green Deal* en 2009, avec un objectif de réduction des émissions de gaz à effets de serre de 4 % en 2020 par rapport à 2005, mais selon un logiciel très croissanciste, reposant sur le développement de technologies vertes, de véhicules électriques, etc. Le projet s'intitule d'ailleurs « Stratégie de croissance verte ». Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) se met à parler de *New Deal Vert*, tout comme le G20 qui parle d'une « reprise verte et durable », sans que dans un cas comme dans l'autre, cela ne débouche sur grand-chose.

Dans ce contexte où les discours alternatifs se multiplient, le *Green New Deal* s'impose comme un programme crédible aux Etats-Unis. Il est alors promu par certaines ONG environnementalistes comme le Sunrise Movement.

Plus précisément, à quelles sources puise ce Green New Deal étasunien ?

Dans la version défendue par Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, il repose sur un double héritage. Un héritage politique et historique, celui du *New Deal* de Roosevelt remis au goût du jour, verdi et étendu car, on l'oublie souvent, toute une partie du *New Deal* rooseveltien était écrite mais n'a jamais été appliquée. Et un héritage économique, celui de courants hétérodoxes qui se retrouvent dans le post-keynésianisme ¹ et la théorie moderne de la monnaie.

Sur le volet politique et historique d'abord. On idéalise souvent le *New Deal* de Roosevelt en le voyant comme un bloc monolithique et en oubliant la chronologie des événements et le détail des programmes mis en œuvre. Au moment de la crise, le républicain Hoover est au pouvoir et prend une série de mesures qui font écho à ce qu'on observe aujourd'hui : des dispositions protectionnistes et très favorables aux plus riches avec l'idée qu'ils vont relancer ainsi l'économie. Roosevelt ne le remplace qu'en 1933.

En une centaine de jours, il fait adopter des mesures qui sont très ambitieuses. Des régulations bancaires et financières drastiques, comme la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement par la loi Glass Steagall, la création du *Civilian Conservation Corps* (le Corps Civil de Protection de l'environnement) qui joue le rôle d'employeur en dernier ressort et permet l'embauche de milliers de jeunes chômeurs qui vont effectuer des travaux de reboisement pour lutter contre l'érosion des sols et les inondations. Sont aussi mis en place des grands travaux, comme celui porté par la

Tennessee Valley Authority qui organise la construction de barrages dans la vallée du Tennessee afin de limiter les inondations et d'augmenter la production hydroélectrique tout en fournissant des emplois aux chômeurs. C'est à cette époque qu'est mis en place le PIB, sous l'égide de la commission Kuznets qui réactualise un indicateur déjà dans l'air du temps, de façon à permettre de mesurer l'efficacité des multiples programmes développés.

Le *New Deal* a eu d'immenses avantages mais il n'a pas pour autant résolu tous les problèmes. En particulier, la question du chômage

Le *New Deal* a eu d'immenses avantages : il a jeté les bases d'un Etat avec tout ce que ça signifie du point de vue des infrastructures qui pourront ensuite servir aux entreprises, et les bases d'un Etat Providence, avec une fiscalité et des aides pour les chômeurs. Mais il n'a pas pour autant résolu tous les problèmes. En particulier, la question du chômage. Le second volet n'a pas été mis en place parce que la Cour Suprême a déclaré à l'époque que de nombreuses réformes proposées étaient inconstitutionnelles : il s'agit de l'approfondissement de l'Etat Providence, sous la forme d'une protection sociale plus étendue notamment pour les retraites.

Le *Green New Deal* de Sanders et Ocasio-Cortez est en partie un copier-coller quasiment mot pour mot de ce second volet. Ce qui signifie aussi que, malgré la multiplication de lois sociales et environnementales au niveau national au moment de la Grande Société (*Great Society*) de Lyndon B. Johnson dans les années 1960, les avancées n'ont pas été si nombreuses.

Le premier héritage a trait à l'histoire des Etats-Unis. Le second à une tradition de pensée économique. Quelle est-elle ?

Cette tradition économique est portée par des penseurs hétérodoxes, post-keynésiens, et promoteurs de la Théorie moderne de la monnaie, proches de l'aile gauche du parti démocrate, comme Stephanie Kelton, James Galbraith, Pavlina Tcherneva, qui gravitent autour de l'Institut Levy. Si l'on trouve bien d'autres économistes autour de ces projets, la patte de ces courants hétérodoxes se ressent très fortement.

Comme Keynes et Minsky, dont ils sont les héritiers, ils allient une colonne vertébrale idéologique riche et solide et un grand pragmatisme dans les moyens envisagés. La théorie moderne de la monnaie et le post-keynésianisme sont les armatures conceptuelles sous-jacentes au *Green New Deal* et c'est ce qui en fait plus qu'un plan de relance par le biais d'investissements publics dans les infrastructures de la transition écologique. Selon cette théorie, la création monétaire peut être utilisée par un Etat (lorsqu'il en a la maîtrise) pour financer des investissements utiles.

La théorie moderne de la monnaie et le post-keynésianisme sont les armatures conceptuelles sous-jacentes au *Green New Deal*

Cela rend possible la mise en œuvre d'une planification de l'activité au service de l'intérêt général – la transition écologique par exemple – en imposant ainsi de fait une redéfinition des moyens de production et des modes de consommation. Cette théorie propose notamment une garantie de l'emploi (*job guarantee*). Cette mesure fait de l'Etat ou des collectivités locales des employeurs en dernier ressort. En 1986, Minsky est le premier à proposer une politique systématique d'employeur en dernier ressort. Il s'inscrit explicitement dans la politique menée aux Etats-Unis pendant les années 1930 et la Grande Dépression. A sa suite, de nombreux économistes post-keynésiens ont développé d'autres programmes d'employeur en dernier ressort, comme la « garantie d'emploi universelle » de Randall Wray.

En quoi cela consiste-t-il ?

Ce programme propose d'offrir des emplois à temps plein à toute personne en mesure et disposée à travailler en échange d'une rémunération. Le salaire est fixé en fonction des conditions de vie locales, et la gestion du programme doit être fortement décentralisée pour être en prise avec la réalité locale. Les prestations comprennent entre autres, les services de santé, la garde d'enfants, la sécurité sociale. La formation est une composante essentielle des programmes d'employeur en dernier ressort. Cela signifie que l'Etat propose des emplois publics aux chômeurs, qui peuvent accepter ou refuser cette offre, correspondant à des travaux ou services nécessaires mais que le secteur privé ne crée pas, l'idée étant que l'argent des allocations chômage, qui est dépensé de toute façon, soit ainsi mis à profit pour des activités dont la société a besoin, un peu à la manière du programme Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée en France.

On retrouve dans cette approche, et ce n'est pas si étonnant, l'expérimentation et le pragmatisme, deux principes qui ont guidé le *New Deal*, et qui caractérisaient aussi Keynes et Minsky. On dit souvent qu'il y a plusieurs Keynes mais c'est faute de voir que c'est simplement qu'il restait fixé sur l'objectif à atteindre, à savoir la paix, et sa condition de possibilité, la prospérité, sans être figé sur les moyens pour l'atteindre. Keynes a beaucoup évolué en fonction de ses observations. Ses travaux sur le Traité de Versailles de 1919 le montrent : il était capable d'analyser les propositions économiques et leurs conséquences non seulement dans une perspective économique mais aussi politique : en l'occurrence que la dette demandée aux Allemands ne pourrait être remboursée, que l'humiliation et le ressentiment suite aux conditions établies par ce Traité auraient des conséquences politiques terribles... il ne s'est malheureusement pas trompé.

Minsky est un esprit plus complexe que Keynes mais partage avec lui ce pragmatisme. Il part d'objectifs politiques ou éthiques – l'importance de participer par son travail et ses compétences à la vie de la société, qui explique son opposition au revenu universel, et celle de recevoir de cette société, l'idée que tout le monde a des compétences, l'importance de la stabilité bancaire et financière – tout en étant capable de changer de proposition si elle s'avère inefficace ou pernicieuse : sur la question monétaire et sociale,

il a ainsi tâtonné pendant un certain nombre d'années avant d'asseoir une position cette fois-ci clairement tranchée. C'est dans cette filiation que s'inscrivent les économistes de la Théorie moderne de la monnaie.

La boucle est ainsi bouclée : on a d'un côté des politiques marqués par le *New Deal*, de l'autre, des économistes qui vont puiser à cette même expérience en s'appuyant sur une théorie solide tout en mobilisant des outils qu'ils ajustent en fonction de ce que demandent les circonstances. Les liens entre les uns et les autres permettent d'aboutir à ce projet de *Green New Deal*.

Voilà pour le cadre conceptuel et l'héritage intellectuel du *Green New Deal*. Qu'en est-il des mesures concrètes proposées ?

De part et d'autre de l'Atlantique, plusieurs versions ont été proposées depuis 2016. Le projet de Bernie Sanders a lui-même été amendé à plusieurs reprises. Alexandria Ocasio-Cortez a présenté en février 2019 [une proposition de loi](#) sur le sujet.

Pour résumer, dans le versant écologique, les propositions du *Green New Deal* s'articulent sur l'utilisation des seules énergies renouvelables pour l'électricité et les transports d'ici dix ans et une sortie des énergies fossiles, la reconstruction du réseau électrique, l'isolation thermique des bâtiments et l'interdiction de la fracturation hydraulique pour le gaz naturel et le pétrole. Des investissements publics à hauteur de 16 000 milliards de dollars sont prévus, ainsi que le financement de la recherche publique et le soutien à la biodiversité.

Dans le versant écologique, les propositions du *Green New Deal* s'articulent sur l'utilisation des seules énergies renouvelables pour l'électricité et les transports d'ici dix ans

L'autre axe fort de ce *Green New Deal* est l'approfondissement de la protection sociale, avec la garantie de l'emploi et la réforme des retraites, qui est aujourd'hui un coût supporté par l'employeur aux Etats-Unis, coût exorbitant au point de dissuader certaines entreprises étrangères de s'implanter dans le pays.

Ce *Green New Deal* ne reste-t-il pas prisonnier d'un logiciel ancien, celui de la croissance, aussi verte soit-elle ?

Le point faible de ce *Green New Deal* réside en effet à mon sens dans le plan de développement des transports. La sortie des énergies fossiles a des implications en termes de transport. Or vu l'état des transports publics aux Etats-Unis, pour atteindre l'objectif de sortie des énergies fossiles en dix ans, il faut penser l'empreinte carbone dans son ensemble, ce qui implique la mise en place d'un système de transports en commun correct. Or créer et rénover les infrastructures du rail crée de la pollution.

C'est aussi, il est vrai, une approche qui, sans être dans le fantasme d'une rupture technologique qui viendrait résoudre tous les problèmes, reste pro-technologies, tournée vers la recherche et la croyance en des solutions technologiques comme la

voiture électrique. L'impact environnemental des technologies en général n'est pas réellement pris en compte.

La critique du productivisme et du consumérisme restent donc insuffisantes ?

Il y a aux Etats-Unis une critique du consumérisme ancienne. Thorstein Veblen et John Galbraith ont très tôt porté des critiques sur la consommation de masse américaines. Sur son aspect asservissant, son impact social et environnemental. Plus récemment, les travaux de Juliet Schor ont renouvelé le genre. Les Etats-Unis sont un pays qui surconsomme car il surtravaille, nous dit Schor : à partir des années 1970, le nombre d'heures travaillées augmente, en raison de l'affaiblissement des syndicats.

Cette augmentation du nombre d'heures travaillées entraîne une augmentation des revenus qui produit ce qu'elle appelle un nouveau consumérisme : la classe moyenne ne recherche plus seulement le confort, mais le luxe, dans les maisons, les voitures, etc. Juliet Schor défend de ce fait depuis longtemps la réduction du temps de travail et le ralentissement des rythmes de vie, aujourd'hui rendus plus que jamais nécessaires pour des raisons environnementales. Elle a par ailleurs toujours été très critique de la *fast fashion*, la mode jetable, y compris à une époque où ce n'était pas encore un sujet en France. Cette pensée critique de la consommation de masse est également portée haut et fort par certaines ONG comme le Sunrise Movement.

Parler de la nécessité de consommer autrement à un moment où les files d'attente pour aller faire ses courses s'allongent, ne peut qu'être inaudible

Reste que dans un pays extrêmement inégalitaire comme les Etats-Unis, où la moitié de la population n'a pas 5 000 dollars de côté, la consommation, de produits peu chers et souvent peu durables, est souvent le seul plaisir accessible aux classes populaires. Dès lors, pour l'aile gauche du parti démocrate, qui veut s'adresser à cette fraction de l'électorat, il est très compliqué d'un point de vue social de porter ce message. Parler de la nécessité de consommer autrement à un moment où les files d'attente pour aller faire ses courses s'allongent, ne peut qu'être inaudible. La priorité pour l'aile gauche est de faire passer un message centré sur la nécessité des investissements verts et la refondation du contrat social et de l'Etat Providence, qui ont pour l'instant été externalisés et relégués au privé, que ce soit pour les études (on doit s'endetter pour en faire), pour le logement (il n'y a aucun encadrement des loyers) ou pour l'assurance santé².

Nous sommes aujourd'hui dans une période où une partie des démocrates arrive à avoir un discours beaucoup moins néolibéral qu'autrefois. Mais les inégalités sont si élevées que le chemin sera long.

Où en est concrètement le Green New Deal aujourd'hui après le retrait de Sanders de la course et en pleine crise du Covid-19 ?

Aujourd'hui, nous sommes à une jonction. Sur le fond, rien n'a jamais plus justifié le *Green New Deal* étasunien tel qu'il est porté par Alexandria Ocasio-Cortez et Bernie Sanders. Les Étasuniens ont besoin d'une Sécurité sociale, d'une vraie assurance chômage, d'avoir accès au chômage partiel. Cela leur offrirait une meilleure protection et leur coûterait moins cher. Tout le volet protection sociale du *Green New Deal* n'a jamais été plus pertinent qu'aujourd'hui.

La nécessité de réorienter l'économie vers la transition écologique est elle aussi rendue criante par la crise, qui montre l'importance de la biodiversité. L'être humain s'est tellement développé et répandu sur les écosystèmes que ceux-ci sont à bout et craquent, et qu'il n'y a plus assez de filtres entre nous et certaines espèces animales.

| Le *Green New Deal* est entièrement légitimé par cette crise, et en même temps, il n'a plus de portage politique

Et pourtant, le résultat que nous avons sous les yeux, c'est Joe Biden comme candidat pour le parti démocrate ; cela aussi en raison d'erreurs stratégiques de Bernie Sanders. Le *Green New Deal* est donc entièrement légitimé par cette crise, et en même temps, il n'a plus de portage politique. On est dans un moment de grande bataille et d'extrême incertitude. La convention démocrate aura-t-elle lieu ? Le candidat désigné par les primaires – Biden – sera-t-il le candidat investi comme le prévoient les conventions, sans l'imposer ? Ou une autre figure va-t-elle émerger dans la bataille qui se joue entre certains gouverneurs d'Etats et Donald Trump ? Il y a très peu de visibilité. Je redoute, quant à moi et comme beaucoup, que le monde d'après soit encore pire que le monde d'avant.

Vous êtes aussi députée européenne. Qu'en est-il du *Green Deal* européen porté par la Commission ?

Le *Green Deal* ou pacte vert des institutions européennes – qui n'est pas un *New Deal* et qui doit être distingué de celui porté par différentes ONG et mouvements sociaux – ne comportait pas, dès le début, de protection sociale, et ne prévoyait aucun dialogue avec les partenaires sociaux. La dimension sociale est absente alors même qu'on sait – et on le sait encore plus depuis la révolte des Gilets Jaunes en France – à quel point les questions sociale et environnementale sont liées. Le projet porté par la Commission était relativement flou, c'était une feuille de route avec beaucoup de trous, comme sur la biodiversité ou le textile, renvoyés à des discussions ultérieures.

| En Europe, il y a un refus total de changer le système économique tel qu'il fonctionne

Autre différence : plus encore que dans le *Green New Deal* étasunien, la technologie est un impensé. Pire même, le projet mise sur la rupture technologique, avec l'idée qu'à un moment, la technologie sera la solution pour nous permettre de faire comme avant. Il y a un refus total de changer le système économique tel qu'il fonctionne. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a certes beaucoup évolué sur le sujet par rapport à sa famille politique, la droite allemande, qui lui en tient rigueur au

niveau européen. Elle porte néanmoins avec d'autres le message délétère qu'il sera possible de découpler croissance et émissions des gaz à effets de serre. Un tel discours, tenu il y a trente ou même vingt-cinq ans, aurait pu encore « passer ». Mais aujourd'hui, ce pari techniciste, qui est un pari sur nos vies, est extrêmement inquiétant. Je trouve les peuples très patients avec les dirigeants européens et me demande combien de temps cela va encore durer.

Troisième distinction par rapport au *Green New Deal* étasunien qui tient au fonctionnement même de l'Union européenne : les montants sur lesquels on table sont insuffisants pour une raison qualitative. Ils reposent, comme tous les financements européens, sur l'effet de levier, c'est-à-dire l'idée qu'on va débloquent un petit peu d'argent public pour faire venir l'argent privé. On ne peut pourtant pas dire qu'un fonds de transition verte va être financé par le secteur privé, dont ce n'est tout simplement pas le rôle. La Commission hérite là d'une réalité européenne simple, qui est que ni le Parlement ni elle-même n'ont la possibilité de lever d'impôt. Le seul argent public possible vient de la Banque Centrale européenne. C'est une limite importante à nos marges de manœuvre. Je pense toutefois qu'il aurait été possible d'agir dans ce cadre : il aurait fallu trouver des mécanismes pour que la BCE finance la transition écologique par le biais de la banque européenne d'investissement ou le fonds européen d'investissement.

Plus généralement, on peut dire que ce Pacte vert va trop vite et donc pas assez loin. On aurait eu intérêt à prendre plus de temps et à faire un travail de longue haleine avec les partenaires sociaux pour donner à la Commission la possibilité et la légitimité de proposer quelque chose de plus ambitieux. Ce plan était censé être une réorientation massive de l'économie, mais sans instance de dialogue permanente avec les partenaires sociaux, et donc sans réelle légitimité, il ne le sera pas, vue l'opposition forcenée que mène la droite.

Peut-on dire qu'il est plus que jamais nécessaire et plus que jamais compromis ?

C'est en effet l'ironie du sort. Aussi imparfait soit-il, ce *Green Deal* a fait depuis des mois l'objet d'attaques des droites polonaise et hongroise et de pays qui n'avaient pas supporté ce virage environnemental (pourtant très modéré) de la Commission. Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre sont remis en cause. De plus, des pays comme l'Allemagne ou la France qui le soutenaient n'avaient pas encore remis leur feuille de route. Aujourd'hui, en pleine crise du Covid-19, la pression des lobbies comme Business Europe et de certaines entreprises pour revenir sur telle ou telle directive qui n'a aucun rapport avec la crise, comme celle sur le plastique à usage unique, est colossale. On n'est évidemment pas obligé de les écouter, mais cela est très inquiétant.

Le Green Deal est oublié même par les parlementaires. En Commission ECON, il n'est plus mentionné, et quand il l'est, c'est comme outil de relance... !

Je constate en outre avec tristesse que le Green Deal est oublié même par les parlementaires. En Commission ECON, il n'est plus mentionné, et quand il l'est, c'est comme outil de relance... ! Or il était censé être notre objectif à terme, la façon dont nous allions réorienter notre modèle économique. Le voir comme un outil de relance montre bien à quel nous n'avons pas changé de logiciel intellectuel. C'est dramatique.

Pourtant, comme aux Etats-Unis, la crise nous montre que la nécessité de construire une Europe Providence au service de la transition écologique est plus forte que jamais. Nous sommes en pleine bataille politique, et celle-ci est très intense.